**Thyssenkrupp enterre sa fusion avec Tata dans l'acier et supprime 6000 postes**

L’industriel allemand Thyssenkrupp a annoncé le 10 mai la suppression de 6000 emplois dont 4000 en Allemagne, ainsi que l’abandon de son projet de fusion avec Tata Steel. Le groupe indien a lui aussi souligné la fragilisation de ses activités dans l'acier en Europe, moins rentables que ses sites indiens.

Le conglomérat allemand [Thyssenkrupp](https://www.usinenouvelle.com/thyssenkrupp/" \o "News du groupe de sidérurgie allemand Thyssenkrupp sur L'Usine Nouvelle" \t ") et le groupe indien [Tata](https://www.usinenouvelle.com/tata/" \o "Toutes les infos sur le groupe industriel indien Tata" \t ")*"s'attendent à ce que la Commission européenne n'autorise pas"* la fusion de leurs branches sidérurgie en Europe, a annoncé Thyssenkrupp le 10 mai. Le groupe refuse de faire plus de concessions que celles proposées aux autorités européennes de la concurrence, considérant *"qu'elles affecteraient les synergies attendues de la coentreprise"*.

*"Tata Steel et Thyssenkrupp avaient signé le 30 juin 2018 un accord pour la création d’une coentreprise combinant leurs divisions acier en Europe. La commission européenne a échangé le 10 mai avec Thyssenkrupp et Tata Steel. Au vu de ce retour, il est de plus en plus clair que la Commission n’a pas l’intention d’approuver cette joint-venture, à moins qu’elle propose des compensations substantielles prenant la forme de ventes d’actifs"*, a précisé Tata Steel le 10 mai.

Une IPO pour financer sa Restructuration

Thyssenkrupp renonce aussi à une scission en deux entités distinctes. *"Le directoire proposera au conseil de surveillance l'introduction en Bourse de la division ascenseurs"*, afin de dégager des liquidités pour *"se restructurer",*ajoute Thyssenkrupp. Le conglomérat choisit de se transformer en holding pour gagner en flexibilité, une stratégie proche de celle de [Siemens](https://www.usinenouvelle.com/siemens/).

Ce *"nouveau programme"* de restructuration pourrait comprendre des licenciements, a indiqué le PDG Guido Kerkhoff. Dans le cadre de la fusion avec Tata, le groupe prévoyait 4000 suppressions d'emplois dans la nouvelle entité, dont la moitié en [Allemagne](https://www.usinenouvelle.com/allemagne/). Ce sera finalement 6000 chez Thyssenkrupp seul, dont 4000 en Allemagne, a annoncé Guido Kerkhoff le 10 mai. *"Etant donné le nombre de suppressions de postes, je ne peux pas exclure des licenciements"*, a précisé le directeur du personnel, Oliver Burkhard.

Une nouvelle provision dans l'affaire d'entente sur les prix de l'acier

L'industriel allemand prévoit désormais une perte nette sur son exercice décalé 2018/2019, contre un bénéfice annoncé du temps où il croyait encore à une fusion de ses activités sidérurgiques avec Tata Steel. Ce résultat devrait pâtir à la fois de la réintégration de la division sidérurgie au troisième trimestre de l'exercice décalé, et de la provision supplémentaire d'un peu plus de 100 millions d'euros pour risques dans le cadre d'une enquête anticartel de l’Office allemand de la concurrence, qui accuse Thyssenkrupp et d’autres acteurs du secteur de l'acier plat d'entente sur les prix. Des perquisitions et des visites ont eu lieu en août 2017 chez plusieurs producteurs d'acier, dont Salzgitter et [ArcelorMittal](https://www.usinenouvelle.com/arcelormittal/" \o "Actualités et news économiques du groupe sidérurgique mondial - L'Usine Nouvelle" \t ").

La situation se complique aussi pour Tata Steel Europe

Tata Steel (33 millions de tonnes d’acier produites par an) souligne que la fusion envisagée *"était une initiative stratégique importante en vue de créer un portefeuille solide en Europe"*, qui lui aurait permis de *"dé-consolider ses filiales européennes et de renforcer son bilan"*. Le groupe indien maintient ces objectifs sur le court terme, mais précise qu’il réalise les deux-tiers de son chiffre d’affaires en [Inde](https://www.usinenouvelle.com/inde/), où ses aciéries sont très compétitives et ses perspectives de croissance solides. Tata Steel entend préserver la performance de son management et la génération de revenus.

Des précisions inquiétantes pour son site britannique de Port Talbot (8000 salariés), que Tata avait envisagé de céder en 2016, avant d'y réinvestir. Le groupe a déjà vendu des sites de production au Royaume-Uni, entre autres à Liberty House, le groupe du milliardaire indien Sanjeev Gupta. Sa branche produits longs au Royaume-Uni et en France avait quant à elle été rachetée par British Steel repreneur il y a quelques jours de l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve (Nord).